



UNSCN

United Nations System Standing Committee on Nutrition

RÉSUMÉ

Septembre 2016



INVESTIR POUR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES SAINS

Mise en œuvre du Cadre d'Action de la Deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition

Les systèmes alimentaires englobent les multiples étapes de transformation des ressources naturelles et des efforts humains en denrées alimentaires nécessaires à la vie humaine. Nos vies et celles de nos enfants seront plus longues et plus productives avec un système alimentaire apte à satisfaire nos besoins nutritionnels aux différents stades de la vie; un système à la fois abordable et attractif et opérant selon un mode durable. Une philosophie d'investissement fondée sur des données démontrant un impact nutritionnel et reconnue par les secteurs publics et privés peut façonner le système alimentaire et ses résultats pour plusieurs décennies.

OBJET

Les systèmes alimentaires – du producteur au consommateur, de l'exploitation agricole aux eaux usées domestiques – sont le fruit d'une multitude de décisions prises par des individus, des entreprises et des gouvernements, sur ce qu'ils souhaitent produire, transformer, commercialiser, consommer, et sur la manière de procéder. Parmi ces décisions, les plus importantes peut-être concernent ce dans quoi investir, dans la mesure où elles déterminent l'orientation et la capacité d'un système alimentaire sur le long terme. Ce résumé a pour objet d'aider les pays et d'autres acteurs à réaliser des investissements profitables à long terme en matière de santé et de nutrition.

POURQUOI SE PRÉOCCUPER DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES?

Le monde a connu des changements profonds dans les domaines de la nutrition et de la santé en seulement 30 ans. Les individus en surpoids et obèses sont désormais bien plus nombreux que les individus sous-alimentés. Pourtant, ces deux problèmes sont souvent associés à des carences en micronutriments. Des individus aux modes de vie relativement différents – de l'étudiant nanti de Tokyo à l'exploitant agricole de la campagne nigérienne – consomment les mêmes aliments ; la mortalité et les handicaps associés à des maladies dues à l'alimentation sont en chute libre dans les pays plus riches, tandis qu'ils explosent dans les pays pauvres. La rapide croissance des maladies non transmissibles entravera vraisemblablement les initiatives de réduction de la pauvreté dans les pays à faible revenu, notamment du fait de l'augmentation des dépenses des ménages associées aux soins de santé.

Les décisions sur ce que nous mangeons et sur la manière dont nous le faisons sont de plus en plus adoptées sur le long terme par des conglomerats qui privilégient le marché de masse. Et pourtant, en dehors des situations de famines locales périodiques et d'augmentations brutales et de courte durée du prix des aliments, les systèmes alimentaires mondiaux parviennent en général à fournir des denrées, en quantité et en qualité suffisantes, à la plupart des populations mondiales qui ne cessent de croître. La productivité et la production ont connu un développement fulgurant parallèlement aux transitions épidémiologiques et nutritionnelles évoquées ci-dessus.

Tous ces changements – hausse de la production agricole, apport alimentaire plus homogène et augmentation des cas de surpoids, d'obésité et des maladies dues à l'alimentation – sont directement liés aux investissements décidés depuis des décennies. De la même manière, les choix d'investissement d'aujourd'hui produiront des effets à long terme. Par conséquent, il est impératif de réaliser ces choix en envisageant les besoins nutritionnels et sanitaires de demain plutôt qu'en s'appuyant sur les problèmes d'hier et sur les solutions d'aujourd'hui. Il y a urgence à soutenir ce changement de cap : les systèmes alimentaires ne peuvent pas changer du jour au lendemain, et les tendances actuelles vont dans la mauvaise direction.

Les Objectifs de développement durable prévoient désormais de promouvoir l'agriculture durable, d'améliorer la nutrition, de réduire les décès liés à la nutrition et de favoriser des modes de consommation et de production responsables (ODD 2, 3 et 12). La réalisation de ces objectifs passera exclusivement par l'instauration de systèmes alimentaires sains pour tous.



SYSTÈMES ALIMENTAIRES SAINS

Différents types de systèmes alimentaires existent à travers le monde, allant du système rural au système industriel. Chacun d'entre eux a le potentiel de permettre aux individus qui en dépendent d'accéder à des denrées alimentaires à la fois saines, variées et nutritives. Cet accès est fortement conditionné par les *décisions d'investissement* prises par les secteurs public et privé. Ces deux secteurs disposent d'options multiples visant à accroître la valeur des résultats produits par les systèmes alimentaires de demain. Pourtant, seuls certains de ces investissements seront favorables à la nutrition et à la santé.

Un *système alimentaire sain* est un système où : un exploitant décide de planter des légumineuses, et pas seulement du riz ; un transporteur fournit des fruits et des légumes riches en micronutriments périssables mais qui restent satisfaisants aux yeux des consommateurs exigeants ; une coopérative laitière a accès à un système de réfrigération fiable permettant de préserver ses produits ; des consommateurs peuvent accéder à un vaste choix de denrées alimentaires saines, abordables et répondant à leurs besoins nutritionnels.

De toute évidence, il n'existe pas une seule définition d'un *système alimentaire sain*, ni un seul type d'investissement garantissant la production de résultats appropriés sur le plan de la santé. Un système alimentaire sain est essentiellement caractérisé par un faible niveau de toutes formes de malnutrition touchant la population et par une utilisation rationnelle et durable des terres et des ressources en eau. L'ensemble des parties prenantes peuvent tomber d'accord sur ces points. Mais quelles autres caractéristiques sont importantes ? L'obtention d'un consensus sur les résultats que doit produire un système alimentaire sain permettra, dans une grande mesure, de faire de la nutrition une priorité, y compris pour les acteurs aux perspectives sensiblement différentes. Compte tenu des capacités très variables d'un pays à un autre à atteindre ces objectifs, et dans la mesure où l'obtention de résultats positifs pour la santé et durables est considérée comme un objectif raisonnable pour tout système alimentaire, la présente note d'orientation décrit des opportunités d'investissement pour trois différents types de systèmes alimentaires, chacune accompagnée d'exemples.

Dans les secteurs alimentaires et agricoles, les investissements visent à améliorer la production, la productivité, l'abordabilité des produits agricoles et alimentaires et leur accès. Cela peut inclure des efforts de la part des gouvernements pour inciter le secteur privé à investir dans des systèmes alimentaires sains. Parmi les exemples d'actions souhaitées figurent la création de chaînes de valeur favorisant l'amélioration de la nutrition, des mesures d'aide aux petits exploitants et aux exploitants familiaux ou encore l'amélioration des infrastructures. La présente note s'attache particulièrement aux investissements pouvant être réalisés par le secteur public – y compris aux mesures incitatives pour le secteur privé – pour renforcer les valeurs, sur les plans de la nutrition et de la santé, des denrées produites, transformées, commercialisées et consommées dans le cadre de divers systèmes alimentaires, ainsi que de toute la gamme des produits entrant dans le système alimentaire (aquaculture, agriculture, élevage et sylviculture).

Les recommandations d'investissement reposent sur des données probantes limitées et de qualité variable tirées des expériences des pays. La formulation de recommandations plus fortes supposera davantage de données dans trois domaines : évaluation des taux de rentabilité financière des investissements réalisés dans des systèmes alimentaires alternatifs, détermination des impacts d'investissements sensibles à la nutrition sur la santé et sur la nutrition, et expériences d'un nombre plus important de pays et de types de systèmes alimentaires, comme évoqué dans le rapport technique sur lequel s'appuie la présente note d'orientation.

ÉVALUATION DE LA VALEUR DU SYSTÈME ALIMENTAIRE POUR LA SANTÉ

Trois principaux systèmes alimentaires sont décrits ci-dessous, au travers de mesures associées à la démographie, à la productivité agricole, à la durabilité environnementale, à la disponibilité et à la variété des aliments et à l'accessibilité des aliments, afin de faire ressortir les différences entre les systèmes. Quelles que soient leurs contributions dans ces domaines, chaque système alimentaire crée divers défis et besoins nutritionnels et diverses possibilités d'investissement pour la population couverte.

- **Les systèmes alimentaires de type industriel/mixte** (par ex. États-Unis, Australie, Corée, Allemagne, Bulgarie) sont généralement caractérisés par une forte productivité et par l'utilisation de quantités variables de ressources énergétiques et en eau. Les denrées alimentaires disponibles sont variées et peu coûteuses, mais les consommateurs optent de façon excessive pour des aliments hautement transformés et souvent à forte teneur en graisses, en sucre et en sel.
- **Les systèmes alimentaires de type en transition** (par ex. Équateur, Maurice, Brésil) sont caractérisés par une productivité plus faible. Les consommateurs dépendent davantage d'aliments de première nécessité. Pourtant, ils consacrent une plus grande part de leur budget à la nourriture, avec une dépendance moyenne-élevée aux aliments transformés.
- **Les systèmes alimentaires de types émergent et rural** (par ex. Honduras, Cameroun, Sénégal, Népal) affichent une productivité et une urbanisation moindres. Les consommateurs sont très dépendants d'aliments de première nécessité, et ils consomment moins de denrées alimentaires d'origine animale.

La catégorisation des différents systèmes alimentaires en seulement trois types risque d'omettre la prise en compte de certaines caractéristiques importantes. Cependant, elle a l'avantage de mettre en évidence leurs besoins communs, et donc les types d'investissements aptes à répondre à ces besoins et défis pour chacun d'entre eux. Elle offre la possibilité d'une généralisation, à partir du faible volume de données disponibles, des types d'investissements les plus appropriés dans différents systèmes alimentaires.

INVESTISSEMENTS EN FAVEUR D'UN SYSTÈME ALIMENTAIRE SAIN

Autant dans les systèmes de type rural que dans ceux de type Industriel, un investissement précautionneux dans l'agriculture, les systèmes alimentaires et les institutions peuvent aujourd'hui préparer les conditions qui permettront d'obtenir des systèmes alimentaires plus sains demain. Le tableau ci-dessous propose des exemples de cinq types d'investissements qui sont reconnus pour ou qui sont susceptibles d'améliorer les résultats en termes de nutrition et de santé dans des systèmes alimentaires, à savoir: *amélioration des chaînes de valeur alimentaires, mise en œuvre de programmes agricoles sensibles à la nutrition, renforcement de la gouvernance et des institutions, amélioration des infrastructures et utilisation de la recherche et développement (R&D) et des nouvelles technologies* (vert: efficacité reconnue; orange: efficacité probable).

Type d'intervention et lien avec l'amélioration de la nutrition	Type de système alimentaire		
	Industriel et mixte	En transition	Émergent et rural
<p>AMÉLIORATION DES CHAÎNES DE VALEUR pour un meilleur accès et une meilleure disponibilité de denrées alimentaires nutritives, saines et variées</p> <p>Ce type d'investissements vise à renforcer l'efficacité et l'efficience des chaînes d'approvisionnement permettant aux populations d'accéder à des denrées alimentaires saines. Il s'agit principalement d'initiatives privées, pouvant parfois bénéficier de subventions publiques.</p>	<p>Recherche d'opportunités ciblant les populations aux besoins nutritionnels spécifiques, tels que les jeunes enfants vivant dans des déserts alimentaires (accès difficile à des aliments frais).</p>	<p>Renforcement des maillons de la chaîne d'approvisionnement pour les producteurs et les négociants de denrées alimentaires nutritives.</p> <p>Enrichissement d'aliments de première nécessité en fer et en iode.</p>	<p>Meilleur accès des ménages à des denrées alimentaires nutritives sur des marchés faibles, grâce notamment à l'autoproduction.</p> <p>Enrichissement d'aliments de première nécessité en fer et en iode.</p> <p>Accroissement de la demande des consommateurs en aliments (bio) fortifiés et en produits nutritifs autres que des denrées de première nécessité à travers la chaîne de valeur et le marketing social.</p>
<p>INTERVENTIONS AGRICOLES en faveur d'une meilleure nutrition</p> <p>Ce type d'investissements favorise une meilleure diversité et disponibilité d'aliments clés pour des populations spécifiques.</p>	<p>Modulation des subventions agricoles en fonction des besoins de la population en matière de nutrition et de santé.</p>	<p>Plus grande diversité de la production.</p> <p>Assistance technique et sensibilisation des exploitants pour une meilleure prise de conscience des questions nutritionnelles et une meilleure capacité à se conformer aux normes.</p>	<p>Jardins potagers et sensibilisation à la nutrition.</p> <p>Plus grande diversité de la production.</p> <p>Augmentation de la possession d'une grande exploitation d'élevage, particulièrement dans les ménages dirigés par des femmes.</p>
<p>GOVERNANCE ET INSTITUTIONS en faveur d'une meilleure nutrition</p> <p>Ce type d'investissements fait appel à des mécanismes hors du domaine agricole (systèmes juridiques, de réglementation, par exemple), favorisant la disponibilité et l'abordabilité d'aliments sains tout en réduisant la consommation d'aliments mauvais pour la santé.</p>	<p>Adaptation de la législation favorisant l'approvisionnement des établissements publics (écoles, hôpitaux, etc.) en aliments locaux.</p> <p>Augmentation de l'attention portée à la nutrition dans les dispositifs de protection sociale.</p> <p>Réglementations et instruments volontaires visant à améliorer la valeur nutritive des aliments transformés.</p>	<p>Conclusion de contrats entre les organisations agricoles et la grande distribution visant à produire des aliments nutritifs et à forte valeur ajoutée.</p> <p>Augmentation de l'attention portée à la nutrition dans les dispositifs de protection sociale.</p> <p>Formalisation des droits fonciers.</p>	<p>Augmentation de l'attention portée à la nutrition dans les dispositifs de protection sociale.</p> <p>Réglementation des IED et des activités marketing réalisés par des sociétés agroalimentaires transnationales.</p> <p>Réalisation d'interventions par des ONG lorsque la capacité des gouvernements est faible.</p>
<p>AMÉLIORATION DES INFRASTRUCTURES en faveur de la nutrition</p> <p>Ces investissements représentent un vecteur essentiel d'accroissement de l'efficacité des processus de production, particulièrement ceux aux besoins en capitaux substantiels.</p>	<p>Octroi de subventions aux institutions pour la création d'infrastructures reliant les exploitations locales.</p>	<p>Meilleur accès des exploitants aux infrastructures électriques et de télécommunications dans les zones où elles font défaut.</p> <p>Meilleure gestion des opérations après la récolte.</p> <p>Mise à la disposition des petits exploitants d'appareils mobiles, notamment au travers de partenariats publics-privés.</p> <p>Investissement dans des systèmes d'irrigation goutte-à-goutte assurant la production stable et durable de produits frais tels que les fruits et légumes riches en micronutriments.</p>	<p>Meilleure gestion des opérations après la récolte.</p> <p>Renforcement des infrastructures de transport en milieu rural.</p> <p>Mise à la disposition des petits exploitants d'appareils mobiles par le biais de partenariats publics-privés.</p> <p>Investissement dans des systèmes d'irrigation goutte-à-goutte assurant la production stable et durable de produits frais tels que les fruits et légumes riches en micronutriments.</p>
<p>TECHNOLOGIE ET RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT en faveur d'une meilleure nutrition</p> <p>Ces investissements encouragent l'innovation, la création et l'application.</p>	<p>Investissements dans la recherche et développement de produits améliorant la productivité et la résilience.</p> <p>Soutien gouvernemental du secteur privé pour le développement et la formulation de produits contribuant à l'amélioration de la nutrition et à une alimentation saine.</p>	<p>Investissements dans la recherche et développement de produits améliorant la productivité et la résilience.</p> <p>Soutien aux infrastructures destinées à l'aquaculture (notamment à l'aquaponie).</p>	<p>Soutien aux infrastructures destinées à l'aquaculture (notamment à l'aquaponie) et aux petites exploitations d'élevage.</p>

MESSAGES CLÉS

- 1 Plusieurs types d'investissements en faveur de systèmes alimentaires plus sains sont possibles pour les pays qui souhaitent mettre en œuvre le Cadre d'action de la CIN2.** Les investissements visant à améliorer la nutrition et la santé vont depuis les améliorations à grande échelle des infrastructures jusqu'à des soutiens techniques et des aides à la commercialisation de plus petite échelle. Ces investissements doivent être complétés par des mesures volontaires et réglementaires, par une sensibilisation des consommateurs et par des mesures incitatives.
- 2 Chaque système alimentaire a la capacité de produire les aliments sains nécessaires à une bonne nutrition et à la santé des populations.**
- 3 Les investissements dans les systèmes alimentaires doivent être spécifiquement adaptés au contexte.** Les décisions d'investissement doivent tenir compte des différences entre les systèmes alimentaires et s'appuyer sur les leçons tirées d'autres expériences.
- 4 Les investissements sont plus rentables lorsque des conditions favorables sont réunies et que les interventions se renforcent les unes les autres,** en misant sur plusieurs types de capital (humain, financier, physique).
- 5** Même si la plupart des investissements dans les systèmes alimentaires proviennent du secteur privé, **c'est le secteur public qui assume la responsabilité première de fournir les biens publics et de renforcer les valeurs sociales** en répondant aux besoins non couverts par le marché privé. Le secteur public devrait tester de nouvelles façons de tirer au mieux parti de ses investissements et de son pouvoir de réglementation pour inciter le secteur privé à intégrer l'amélioration de la nutrition dans ses objectifs.
- 6 L'investissement public dans les systèmes alimentaires devrait être coordonné avec d'autres objectifs sociaux.** Trop souvent, les politiques agricoles et industrielles négligent les implications sociales et sanitaires des dépenses engagées. Les gouvernements ont la responsabilité d'améliorer le bien-être social et devraient coordonner toutes leurs politiques d'investissement vers cet objectif.
- 7 Il existe encore de profondes lacunes à combler en termes de données disponibles** pour aider les pays et les investisseurs à choisir parmi les options d'investissement appropriées et déterminer les options à privilégier en fonction du type du système alimentaire et du contexte de nutrition.
- 8 Les banques de développement et autres institutions financières devraient fournir des informations financières contextualisées pour mieux identifier les investissements les plus prometteurs en matière d'amélioration de la nutrition et de la santé.**

Ressources

Un document de consultation sur ce thème a été préparé par Rachel Nugent, du département de santé mondiale de l'Université de Washington. Ce rapport constitue la base des Messages clés figurant dans la présente note d'orientation. D'autres références sont mentionnées. Le document de consultation est consultable à l'adresse: <http://unscn.org/en/publications>

Rapport sur la nutrition mondiale de 2015, www.globalnutrition.org, publié par l'IFPRI (Washington).

State of Food and Agriculture 2012, Investment, Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (Rome).

Anand, S. et al. 2015. Food Consumption and its Impact on Cardiovascular Disease: Importance of Solutions Focused on the Globalized Food System. *Journal of the American College of Cardiology*, v.66, no. 14.

Suivez-nous sur <https://twitter.com/UNSCN>



Remerciements

Ce document a été rédigé par la professeure Rachel Nugent, vice-présidente du département des maladies non transmissibles du Research Triangle Institute International, et par Daniel Grafton, du département de santé mondiale de l'Université de Washington (États-Unis). Le projet est géré par Marzella Wüstefeld PhD, du secrétariat de l'UNSCN. Le soutien financier apporté par le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, par l'intermédiaire du ministère fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture, est hautement apprécié.

Avec le soutien de



par décision du Bundestag allemand